



# MINISTÈRE DES ARMÉES

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Madame Florence Parly,  
ministre des Armées**

*Audition devant la commission nationale de la défense et des  
forces armées de l'Assemblée nationale*

*Propos liminaire*

**Paris, le 12 janvier 2021**

*– Seul le prononcé fait foi –*

Madame la ministre, chère Geneviève,  
Madame la présidente,  
Mesdames et Messieurs les députés,

C'est un plaisir pour moi de vous retrouver, même si c'est par un canal très virtuel, en cette nouvelle année. Permettez-moi aussi de renouveler, pour ceux à qui j'ai déjà pu les formuler, et de vous adresser, pour les autres, mes vœux les plus sincères de très bonne et heureuse année 2021.

Et je sais que cela a été fait dans l'hémicycle avec beaucoup d'émotion tout à l'heure par le Président de l'Assemblée nationale, mais nous souhaitons commencer avec Geneviève Darrieussecq, par rendre hommage à la mémoire du sergent-chef Yvonne Huynh, du maréchal des logis Tanerii Mauri, du brigadier-chef Loïc Risser, du brigadier Quentin Pauchet, ainsi qu'au brigadier Dorian Issakhanian. Cinq militaires morts pour la France, tombés pour nous protéger, cinq noms qui résonneront à jamais dans nos mémoires.

Cinq noms qui nous rappellent que la mission ne cesse jamais et que chaque jour, des milliers de jeunes Françaises et de jeunes Français veillent sur nous, en tout temps, et en tout lieu, que ce soit sur notre territoire ou en opérations extérieures.

### ***1. [Point sur les opérations]***

Alors je commencerai, si vous le voulez bien, par un tour d'horizon de nos opérations que je souhaiterais commencer, en revenant sur les temps forts de l'année 2020.

En l'occurrence, premier temps fort, ce fut la crise sanitaire : avec l'opération Résilience déclenchée par le Président de la République, les armées ont œuvré au plus près des Français, pour du soutien médical, du soutien logistique et de la protection. Nous continuons de nous tenir disponibles et prêts à agir s'il le faut. Nous pourrions en reparler naturellement si vous avez des questions.

J'ai aussi eu l'occasion de le dire plusieurs fois devant votre commission : la crise sanitaire qui a bouleversé notre quotidien en 2020 n'a pas mis à mal les combats de la France. Je pense en particulier à la lutte contre le terrorisme, qui s'est poursuivie sans relâche, à la fois sur le territoire national, avec l'opération Sentinelle, renforcée depuis l'attentat de Nice, qui est passée avec une très forte réactivité de 3 000 à 7 000 militaires, mais aussi à l'étranger, principalement au Levant et au Sahel.

**Au Sahel, où 5 100 militaires français sont déployés, nous continuons de désorganiser profondément les groupes armés terroristes**, notamment en éliminant des responsables clés de ces organisations, comme nous l'avons fait avec l'émir d'Al-Qaïda au Maghreb islamique en juin 2020.

Depuis un an, conformément au souhait du Président de la République, nous concentrons nos efforts sur l'affaiblissement de l'Etat islamique au Grand Sahara, qui est la filiale sahélienne de Daech. L'opération Bourrasque que nous avons conduite entre le 28 septembre et le 1<sup>er</sup> novembre a notamment permis de perturber la logistique des groupes terroristes en permettant la saisie de très nombreux matériels – des motos, des ordinateurs, des moyens de communication ou bien encore des composants d'engins explosifs improvisés – sans compter les nombreux terroristes qui ont été mis hors de combat.

C'est une opération intégrée, j'insiste sur ce terme, qui a été menée conjointement par 3 000 soldats, 1 600 soldats français et 1 400 soldats des forces partenaires maliennes et nigériennes, ainsi que des moyens aériens français et alliés : Britanniques, Espagnols, Américains et Danois. C'est d'ailleurs à cette occasion que la Task Force Takuba a été engagée dans sa première opération d'envergure. Bien au-delà des succès tactiques, cette opération a participé comme d'autres opérations au retour de l'administration dans la zone des Trois frontières.

Car vous l'avez rappelé madame la Présidente, et je l'ai toujours dit, au Sahel, la solution n'est pas seulement militaire : on ne combat pas le terrorisme uniquement avec des armes. Le seul rôle de l'action militaire, c'est d'ouvrir la voie et de créer un espace pour l'action politique, le retour de l'Etat et le développement, et c'est cela que nous avons acté lors du sommet de Pau, le 13 janvier 2020.

**Nous aurons l'occasion avec le sommet de N'Djamena qui est prévu mi-février de dresser le bilan des efforts qui ont été initiés au sommet de Pau, de consolider les partenariats stratégiques avec les acteurs régionaux, avec les acteurs européens et internationaux et puis de maintenir cette dynamique de coopération, notamment au sein de la Coalition pour le Sahel, à l'aube de cette nouvelle année.**

Je voudrais dire un mot du Levant et je serai volontairement brève sur ces sujets, je sais que vous avez beaucoup de questions. Au Levant, près de 900 militaires au sein de l'opération Chammal continuent de lutter contre Daech au sein de la coalition internationale.

**Je vous annonce par ailleurs, que la prochaine mission du porte-avions Charles de Gaulle sera de renforcer notre dispositif, dans le cadre de l'opération Chammal. Le Groupe aéronaval se déploiera ainsi au premier semestre 2021 en Méditerranée et dans l'Océan Indien.** Cet engagement démontre, s'il en était besoin, notre volonté à lutter en permanence contre le terrorisme.

Je voudrais aussi dire quelques mots de la République Centrafricaine, où nous agissons dans le cadre de l'action de la communauté internationale pour garantir le retour progressif de l'Etat dans l'ensemble du pays. Aujourd'hui, nous avons près de 300 militaires français qui y sont déployés. Certains participent à la formation des forces armées centrafricaines, les FACA, dans le cadre de la mission européenne EUTM RCA, d'autres apportent leur appui à la mission des Nations Unies, la MINUSCA.

Vous avez certainement observé que samedi 9 janvier, à la demande du Président Touadera, et en appui de la MINUSCA, le Président de la République a ordonné une seconde mission de survol du territoire centrafricain par des avions de chasse français, après la première mission qui avait eu lieu le 23 décembre.

Cette mission visait à affirmer notre détermination à appuyer les efforts de normalisation qui sont portés par la communauté internationale. Elle a eu des effets immédiats sur le terrain, en particulier dans la région de Bouar où les combats se sont arrêtés. Ces opérations marquent la solidarité de la France avec le peuple centrafricain et marque aussi la condamnation des tentatives de déstabilisation d'un processus de normalisation que nous savons déjà très fragile.

Enfin, je ne peux pas achever ce tour d'horizon sans réaffirmer toute la vigilance des armées françaises en mer Méditerranée. Nous avons constaté en 2020, qu'elle était devenue le théâtre de nombreuses tensions, rivalités, de convoitises, devrais-je même dire. Par ses actions nationales comme à travers l'opération IRINI, conduite par l'Union européenne, la France défend le respect du droit international, la France défend le principe de libre navigation face à des acteurs qui n'hésitent pas à les remettre en cause. Avec nos partenaires, nous redoublerons d'attention dans cette zone en 2021.

## *2. [Les priorités de 2021]*

J'en viens maintenant aux défis à venir, aux menaces qui nous guettent et à la manière dont nous nous y sommes préparés. Nous travaillons ensemble depuis presque trois ans et demi, et le monde devient de plus en plus dangereux. La France doit donc plus que jamais s'efforcer de promouvoir une convergence de vues et d'action européenne : c'est la seule manière de faire durablement face à des menaces qui se présentent à nous. A nous, Français et à nous, Européens.

**Nous avons fait ces derniers mois un travail important d'actualisation de notre analyse du contexte géostratégique. Et je vous annonce que nous publierons prochainement ces travaux, qui prendront la forme d'une nouvelle version de la Revue stratégique que nous avons conduite en 2017, revue à l'aune des événements et des évolutions qui ont marqué ces trois dernières années. Je ne verrais à cet égard que des avantages, Madame la Présidente, à ce que vous organisiez une audition spécifique afin que nous puissions en débattre.**

Au regard des conclusions de cette revue stratégique actualisée, je constate que la LPM, ses ambitions et ses priorités, conservent toute leur pertinence.

Pour cette année 2021, nous avons selon moi **5 priorités** qui doivent guider notre action :

### **1. Tout d'abord, la relance économique de notre pays ;**

Le ministère des Armées, vous le savez, compte bien prendre toute sa part dans l'effort de relance économique de la France, qui est nécessaire pour se relever de la crise sanitaire dans laquelle nous sommes encore.

- Dans ce contexte, la loi de programmation militaire est une contribution essentielle à la relance économique de notre pays. Vous le savez, sur la première partie de cette loi 2019-2023, sur 5 ans, ce sont 110 milliards d'euros qui sont injectés dans l'économie pour les équipements, les infrastructures, ainsi que le maintien en condition opérationnelle : c'est donc, et je le dis avec force un plan de relance à soi tout seul, pour les seules questions de défense ;
- Je rappelle également que nous serons le 1<sup>er</sup> recruteur de l'Etat avec plus de 26 000 recrutements, c'est plus encore que les années précédentes ;
- Et enfin, j'ajoute que nous avons, dans le cadre de l'appel à projets au titre de la rénovation énergétique des bâtiments du plan de relance

gouvernemental, obtenu 207,4 millions d'euros pour conduire les projets présentés par le ministère des Armées.

## **2. Deuxième priorité, la poursuite de la lutte contre le terrorisme au Levant comme au Sahel où nous devons pérenniser nos partenariats ;**

Au Levant, la France est toujours engagée et la France considère que Daech est toujours présent. On peut même parler, je crois, d'une forme de résurgence de Daech en Syrie et en Irak. Depuis la chute de Baghouz, c'était en mars 2019, on constate que l'Etat islamique reprend des forces. Il fait des victimes sur ce théâtre mais il représente aussi, nous ne l'oublions jamais, une menace pour l'Europe et pour la France qui n'a pas oublié que les attentats de janvier et novembre 2015 ont été planifiés depuis cette zone et que des terroristes, comme ça a été le cas cet automne à Conflans ou à Nice, ont été inspirés par les discours de haine tenus par cette organisation et par ses semblables.

Au Sahel, le sommet de Pau a permis d'ancrer des partenariats de plus en plus solides, avec les pays sahéliens mais aussi avec nos alliés européens et internationaux. Il nous faudra donc les prolonger et les renforcer.

Là aussi je ne doute pas qu'il y aura des questions sur ce sujet et donc je ne le développe pas davantage à ce stade.

## **3. Troisième sujet, la poursuite de la construction de l'Europe de la défense et contribuer activement à la préparation de la présidence française de l'Union européenne ;**

Je tiens à souligner les progrès réalisés dans ce champ : nous avons avancé sur tous les plans – opérationnel, réflexion, coopération industrielle et du financement : je pense à la Facilité européenne de paix qui entrera en vigueur en 2021, je pense au Fonds européen de défense qui est doté de 8 milliards d'euros. Puis, je pense aux travaux de la

boussole stratégique nous permettent pour la première fois d'établir une analyse des menaces pesant sur l'Union européenne, agréée par les 27 Etats-membres. Lors de notre présidence du Conseil de l'Union européenne, c'est un outil qui nous permettra de porter une nouvelle ambition pour l'Europe de la Défense.

Nous pourrons reparler ensemble du SCAF, du MGCS (char du futur) et de l'ensemble des projets de coopération industrielle que nous portons avec nos voisins européens, et avec les Allemands au premier chef.

**4. Quatrième priorité, nous continuerons de moderniser nos armées pour faire face aux menaces du futur dans les nouveaux champs de confrontation ;**

C'est toute la raison d'être de la LPM. Quant aux champs de confrontation, je pense naturellement au cyberspace – je rappelle que l'hôpital militaire de Sainte-Anne a fait l'objet d'une attaque informatique en 2019 –, et je pense aussi à l'espace, domaine où nous investissons beaucoup, je voudrais d'ailleurs me féliciter du lancement réussi du satellite CSO-2 le 29 décembre dernier, et enfin je pense au champ informationnel. On voit bien les campagnes de désinformation se multiplier, notamment en RCA, mais aussi au Sahel, là encore, nous pourrons en reparler.

**5. Et enfin, cinquième priorité, il nous faudra donner un nouveau souffle à nos alliances.**

Je pense notamment aux Etats-Unis, où l'installation prochaine de la nouvelle administration américaine est porteuse d'espoir car elle remet au centre le principe même du dialogue et de la coopération. Ce qui ne veut évidemment pas dire que nous allons être d'accord sur tout mais que nous aurons la possibilité d'échanger de façon constructive sur tous les grands défis pour notre sécurité : le terrorisme, la prolifération et

notamment le nucléaire iranien, mais aussi la maîtrise des armements, ou encore les stratégies de puissance de la Russie et de la Chine.

Je pense aussi à l'OTAN qui fait face à certains questionnements mais qui reste la pierre angulaire de notre sécurité collective et qui a engagé une réflexion approfondie pour renforcer sa cohésion interne et s'adapter aux nouveaux défis de sécurité.

Et puis je pense enfin au Royaume-Uni, un partenaire qui reste essentiel pour la sécurité de l'Europe au lendemain du Brexit et, avec lequel nous voulons poursuivre notre coopération, tant dans le cadre de l'Union européenne que dans celui des accords bilatéraux de Lancaster House.

Enfin, il reste une dernière priorité, celle qui me poursuit depuis que je suis à la tête de ce ministère et qui ne quitte jamais mon esprit, c'est : **communiquer et expliquer sans cesse le sens de notre action aux Français**. Nous savons que ces moyens exceptionnels nous confèrent une responsabilité exceptionnelle. J'ai répété maintes fois devant vous que chaque euro dépensé doit être un euro utile, et c'est encore plus indispensable en ces temps où la Nation traverse des épreuves inédites.

Nos armées jouissent d'un fort soutien de la population. Et ce soutien est extrêmement précieux ; mais il ne doit jamais être considéré comme acquis. Et je sais qu'à nos côtés, vous œuvrez pour l'entretenir au quotidien, et je ne peux que vous encourager à continuer de le faire.

Je vous remercie et je passe la parole à la ministre déléguée.